

# L'Humanité



# Rouge

*Proletaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*

1,50 F

Adresse : B.P. 293  
75866 Paris Cedex 18  
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES  
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 334  
Vendredi 26 septembre 1975

## LA RETRAITE A 60 ANS

Les «partenaires» sociaux, comme ils aiment s'appeler, préparent chacun de leur côté leur plan d'*aménagement du droit à la retraite*. D'un côté Chirac prépare la discussion avec les dirigeants syndicaux et le CNPF, de l'autre les dirigeants révisionnistes qui sont de fervents adeptes de la collaboration des classes (tout en se donnant un air de «lutteurs») entendent faire pression pour obtenir «l'ouverture immédiate de la négociation tripartite».

Pour aucun d'entre eux il ne s'agit de satisfaire la juste revendication des travailleurs : la retraite immédiate à 60 ans, égale à 70 % du salaire antérieur, avec un plancher minimum égal au SMIC. Chacun pousse sa petite chansonnette larmoyante pour se détourner de cette question vitale, et endormir ceux qui ont trimé toute leur vie et qui, pour beaucoup d'entre eux, se retrouvent dans la misère noire une fois arrivés à la retraite.

Pour la clique au pouvoir, il s'agit de se lancer dans des calculs machiavéliques : comment faire pour lâcher le moins de fric possible ? Selon la logique capitaliste, les vieux ce n'est pas «rentable» ! Alors ils n'ont pas besoin de beaucoup d'argent ! Résultat, ils meurent à petit feu, complètement démunis.

Alors, pour faire croire aux vieux travailleurs qu'ils sont «libres», il leur est proposé la «retraite à la carte» entre 60 et 65 ans. C'est un échappatoire pour ne pas payer une retraite décente à 60 ans. Parmi les «choix» proposés notons celui-ci : «Partir plus tôt (à 60 ans) et bénéficier plus longtemps d'une retraite réduite mais jugée suffisante (35 % du salaire au lieu de 25 % actuellement !), ou partir plus tard (65 ans) et recevoir moins longtemps une pension plus forte (50 % du salaire), etc.»

En fait, tous les dirigeants syndicaux sont d'accord pour le système «à la carte», c'est seulement les miettes à accorder qui changent ; c'est de cela qu'ils discuteront avec leurs «partenaires».

Aujourd'hui les dirigeants révisionnistes de la CGT et du P«C»F veulent semer des illusions en faisant croire que «l'abaissement de l'âge de la retraite» ainsi que les «40 heures» supprimeraient le chômage.

La retraite à 60 ans est une exigence des travailleurs, et la lutte contre le chômage est indissociable de la lutte contre le système capitaliste (nous en reparlerons prochainement).

Il n'y a aucune illusion à se faire, la retraite à 60 ans comme les 40 h sans diminution de salaires et les autres revendications importantes, ne s'obtiendront pas par des négociations avec la bourgeoisie mais seulement par la lutte contre elle.

## ESPAGNE

# 6 CONDAMNATIONS A MORT CONFIRMÉES !

Les vies de 5 militants du FRAP condamnés à mort le 18 septembre dernier par le tribunal militaire de Madrid, celle de «Txiki», membre de l'ETA basque, condamné à mort le 20 septembre par le tribunal militaire de Barcelone, sont plus menacées que jamais. Mercredi, les autorités militaires franquistes ont confirmé ces 6 condamnations à mort !

Jugés — si l'on peut dire — selon la procédure «sumarísima» (la plus sommaire, la plus expéditive), ces militants n'ont aucune possibilité de faire appel. C'est des seules mains du pire des bourreaux, le criminel Franco, que dépend le sort de Maria Jesus Dasca Penelas, 20 ans, étudiante ; Concepcion Tristan Lopez, 21 ans, infirmière ; Manuel Canaveras de Gracia, 20 ans, étudiant ; Ramon Garcia Sanz, 27 ans, soudeur ; Jose Luis Sanchez Bravo, 23 ans, étudiant ; et Juan Paredes Manot dit «Txiki», 21 ans, étudiant !

C'est du Conseil des ministres qui se réunira vendredi que sortira la décision définitive de Franco. S'il le veut, le vieillard sanglant, qui opprime férocement la classe ouvrière et les masses populaires d'Espagne depuis bientôt 40 ans, peut assassiner 6 des meilleurs fils de ce peuple douze heures après la réunion du Conseil des ministres, c'est-à-dire samedi matin !

### CELA NE DOIT PAS ETRE !

A nous de riposter avec la plus grande force contre ce crime odieux !

Partout en Europe la colère gronde. Ainsi, mercredi soir, alors que les franquistes venaient encore de procéder à 49 arrestations, dont 35 dans la seule Saragosse, ce sont plus de 10 000 antifascistes qui ont manifesté à Rome pour que cesse cette insupportable répression politique des masses...

En France des dizaines de milliers de travailleurs manifestent de Toulouse à Saint-Brieuc, de Quimper à Bordeaux, à Lille, Paris... Mais le mouvement doit encore gagner en ampleur. Il faut suivre l'exemple des dockers, du personnel des ports autonomes et des chambres de commerce maritime qui refusent d'effectuer les opérations de manutention, de chargement et de déchargement des bateaux à destination de l'Espagne et qui boycottent les navires battant pavillon espagnol.

A Saint-Nazaire, le seul navire à quai est le «Riva Infanzon», le seul annoncé pour les prochains jours est le «Dundalic», deux navires espagnols, il n'y a aucun autre travail, mais les dockers ne cèdent pas.

Il faut que nous nous inspirions de ces travailleurs qui manifestent ainsi, sans faillir, leur internationalisme prolétarien.

Il faut arrêter la main du boucher Franco !

### POUR QUE VIVENT LES CONDAMNÉS A MORT, TOUS DANS LA RUE SAMEDI !

Une manifestation aura lieu samedi à l'appel du FRAP pour que vivent les condamnés à mort. Dans notre édition de demain nous en indiquerons les détails. Mais que déjà les antifascistes se préparent à être massivement dans la rue samedi. Il faut agir vite et avec force car le temps presse !



TEPPAZ (LYON)

## Les révisionnistes complices des jaunes de Force Ouvrière

Depuis à peu près huit mois les travailleurs de Teppaz à Craonne près de Lyon occupent leur usine pour s'opposer au licenciement des 230 travailleurs. A Teppaz, seule la CFDT existe. Plusieurs délégués qui occupent l'usine depuis le début risquent d'être expulsés, car le tribunal a décidé de leur interdire d'occuper l'usine.

Les dirigeants CGT de chez Berliet ont refusé de faire la collecte pour les ouvriers de Teppaz en disant : « Ils n'ont pas besoin de nous. Ils ont droit aux garanties de 90 % de salaire pendant un an ! » On voit ainsi à quoi servent les fameux « accords sur l'emploi » signés par les dirigeants révisionnistes.

Chez Teppaz lors de l'annonce de la fermeture de l'usine, les cadres de direction ont formé un syndicat FO, qui a d'abord cherché à briser la lutte. Puis ensuite il a mis au point un projet de coopérative ouvrière financée en grande partie par les travailleurs et dont eux-mêmes seraient les dirigeants.

Immédiatement la section CFDT de chez Teppaz s'est opposée à cette manœuvre et n'a accepté aucun compromis avec cette bande de voleurs dont le projet prévoyait le licenciement de 100 travailleurs.

Et l'on vient d'apprendre récemment que les dirigeants CGT de chez Fantasia (autre usine où ils acceptent les licenciements) viennent de rencontrer chez le préfet les dirigeants FO afin de discuter de la possibilité de redémarrage sous forme de coopérative des deux entreprises ensemble qui appartiennent actuellement au même patron. En manœuvrant ainsi les révisionnistes

visent à acquérir une place de direction.

Pour les travailleurs la lutte continue.

Correspondant H.R.

A SOVIREL

## Le personnel se bat contre les licenciements

Depuis plus d'un an, des bruits couraient chez Sovirel, société dépendante du trust américain Corning Glass Work, numéro un mondial du verre technique. Il était question de restructurations, de licenciements collectifs. En septembre 74, les patrons avaient licencié tout le personnel temporaire — les « intérimaires ».

Depuis, dans les trois usines de la société employant quelque 4 500 ouvriers et employés, ainsi qu'au siège social où travaillent 220 employés, agents de maîtrise et cadres, les patrons cherchaient visiblement à créer un climat favorable à l'acceptation passive des licenciements.

Le 17 septembre dernier, la direction annonçait qu'elle envisageait le licenciement de 181 personnes dont 55 au siège social à Levallois-Perret — y compris des cadres et des agents de maîtrise — et ajoutait que d'autres ouvriers et employés seraient mis au chômage partiel. La riposte est immédiate, les travailleurs se réunissent pour préparer la lutte.

C'est ainsi qu'à l'usine de Bagneaux (Seine et Marne) une réunion intersyndicale va regrouper plus de 500 personnes. C'est presque à l'unanimité que le per-

sonnel décide deux débrayages de 4 heures — il y a seulement 9 voix contre 5 abstentions. Tandis qu'au siège social, sur 180 participants, 3 seulement votent contre ces débrayages et deux s'abstiennent.

Le lendemain, la quasi-totalité des employés débrayent donc 4 heures durant. Le 22 devait se tenir une réunion du Comité central d'entreprise. L'ordre du jour en était : « A la demande du secrétaire du Comité central d'entreprise, la réduction d'horaires », mais surtout « à la demande de la direction, une information et une consultation sur le projet de licenciement collectif ».

C'est ce lundi matin que le personnel avait choisi pour faire son deuxième « débrayage préventif » et pour manifester devant le siège social ; il s'agissait ainsi de montrer aux patrons que leur plan ne passerait pas aussi facilement qu'ils pouvaient l'espérer.

Le personnel employé à Sovirel est fermement décidé à s'opposer à tout licenciement. Par ailleurs, il revendique une réduction des heures de travail — de 40 à 36 heures — sans perte de salaire, ainsi que l'augmentation de son pouvoir d'achat.

qui avaient mené de grandes luttes ces derniers mois dans la région parisienne comme ceux des Câbles de Lyon ou de Chausson n'étaient pas là. Le cortège Renault était squelettique. On peut se poser la question, pourquoi ? Du fait qu'aucune perspective n'était donnée, que le mot d'ordre était parachuté d'en haut par les bonzes, il ne pouvait s'agir que d'une manœuvre de ces derniers. Les bonzes révisionnistes qui sont de plus en plus discrédités par les masses, ont bien besoin de redorer leur blason. « Nous voulons, nous aurons satisfaction », tel est le sentiment profond des travailleurs quand ils s'engagent dans la lutte.

Suite à la désintégration de l'« Union de la gauche », le 23, la CGT était pratiquement seule, mis à part quelques sections CFDT. Les bonzes révisionnistes ont en fait clairement démontré qu'il ne s'agissait pas d'une journée de lutte pour les revendications mais d'une manœuvre politique pour tenter, vainement, de regonfler le soi-disant Programme commun. « Union, action, programme commun », tel était le mot d'ordre central ; ainsi que « Ponia, démission ».

Excepté quelques sections CFDT, le cœur n'y était pas et le cortège était très effiloché. Ceux qui y ont participé ne s'en trouveront nullement « regonflés » pour les grandes luttes à venir, mais au contraire de telles promenades ne peuvent que semer le défaitisme.

DANS LES CHARENTES

## MANIFESTATION DE SOUTIEN AUX PAYSANS TRAVAILLEURS MENACES D'EXPULSION

PAYSANS EN LUTTE

Samedi et dimanche dernier le mouvement syndical « paysans-travailleurs » devait organiser sur la terre des « Marchisa » une fête destinée à faire connaître la lutte de quatre familles paysannes menacées d'expulsion sur la moitié de leur exploitation.

Ces quatre familles de fermiers sont regroupées en GAEC (groupe-ment d'exploitation agricole en commun) depuis plusieurs années, sur une superficie totalisant 125 ha. Seule-

ment, ces paysans sont combattifs et luttent depuis longtemps dans la fédération contre les dirigeants corrompus représentant les intérêts des gros propriétaires fonciers. C'est ce qui explique que le propriétaire foncier possédant la moitié des terres qu'ils ont en fermage, veuille aujourd'hui « reprendre » sa terre pour soi-disant la cultiver — cela alors que chacun sait que vu son âge et sa condition physique il en serait

bien incapable, d'autant que sa « formation professionnelle » est plutôt celle d'un rentier ! Le fond de la question est la répression syndicale en employant une méthode qui s'apparente au « licenciement » pour les paysans-travailleurs.

Mais, toutes les tentatives du propriétaire foncier n'ont abouti qu'au résultat inverse de celui espéré.

Aujourd'hui, la lutte des paysans de ce GAEC est largement connue

dans la région et bénéficie du soutien grandissant des paysans, ainsi que des travailleurs de la région. C'est ce que devaient montrer ces deux journées où un millier de personnes parmi lesquelles de nombreux paysans, sont venues écouter les paysans-travailleurs, regarder des films et montages diapositives sur les luttes foncières et applaudir un sketch sur leur lutte fait par les paysans eux-mêmes.



## LIBAN

# VERS L'APAISEMENT ?

Le Liban est-il en train de devenir le centre de la poudrière du Moyen-Orient ? On peut le penser devant la gravité du conflit sporadique qui déchire le pays et qui, depuis avril, a déjà fait 2 500 morts et 16 000 blessés. On sait aussi que Russes et Américains s'affairent en coulisse, tirent les ficelles et sont les premiers responsables de la situation difficile que traverse le pays.

Le bloc pro-soviétique, en particulier, que préside Kamal Joublatt, ne cesse d'intriguer pour attiser le feu, paralysant l'armée et l'économie dans l'espoir de parvenir à s'infiltrer au pouvoir à la faveur d'une nouvelle crise politique. Telles sont les véritables intentions de ceux qui se présentent comme les champions de la cause palestinienne. Mais la Résistance palestinienne leur apporte un démenti public en refusant d'être impliquée dans un conflit qui n'est pas le sien.

Et le sentiment national libanais est plus résistant qu'il n'y paraît à première vue. A plusieurs reprises, au cours de son histoire, il a eu à surmonter de semblables crises.

Déjà, devant la violence des combats qui se poursuivaient encore lundi, des deux communautés des voix s'élèvent pour demander que se taisent les armes et que se discutent les vrais problèmes.

Appelé en «mission d'apaisement», le premier ministre syrien, M. Khaddam, a joint ses efforts à ceux de Yasser Arafat, leader de l'OLP, pour que le cessez-le-feu soit effectivement appliqué. Il semble que ce ne soit pas en vain. Le calme — encore fragile — revient lentement à Beyrouth comme à Tripoli.

«Nous avons examiné tout ce qui a trait à la situation dans le pays et aux moyens de mettre un terme à la tension et aux luttes fratricides» a déclaré le ministre syrien. Après cette étape nous rechercherons la solution politique pour la réalisation de la conciliation nationale, seule garantie de la stabilité et de la quiétude dans le pays». Il a par ailleurs dénoncé très vivement le projet de conférence de Genève cher à Moscou, en affirmant : «Cette conférence est actuellement destinée à tromper l'opinion publique internationale.»

## L'Arménie sous la botte russe : CORRUPTION ET REPRESSION

Après la seconde guerre mondiale, de nombreux Arméniens, exilés en France, sont retournés vivre en Arménie soviétique. Mais, actuellement, ils sont nombreux à aspirer à revenir en France. Une minorité seulement y parvient.

Comment vivent-ils là-bas et pourquoi ne veulent-ils pas y rester ? Les éléments recueillis par une amie auprès de sa famille arménienne, récemment arrivée en France, nous permettent de connaître un peu mieux les conditions d'oppression du peuple en URSS.

L'URSS se prépare intensément à la guerre. Au lieu de fabriquer des produits, comme des réfrigérateurs, par exemple, qui amélioreraient les conditions de vie du peuple, tout l'effort est consacré à l'armement. Et ce choix est présenté au peuple soviétique comme nécessaire étant donné que la propagande officielle lui apprend que «ses principaux ennemis sont les Chinois et qu'il faut s'attendre à une invasion de leur part !»

L'enseignement politique est à peu près inexistant. On apprend seulement aux jeunes Soviétiques qu'ils sont «les plus forts». Si un enseignement général est dispensé aux élèves, les résultats qu'ils obtiennent ont peu de choses à voir avec le travail qu'ils fournissent.

Un exemple : le père d'un élève est grossiste en viande. L'un des professeurs se rend au magasin pour faire ses achats. Malheureusement, il n'y a plus de viande ce jour-là. Élève et parents savent très bien que, quel que soit le travail fourni en classe le lendemain, une mauvaise note sera donnée.

Le contraire est aussi valable. Généreusement servi quelques jours après, le professeur donnera

à son élève une note bien supérieure à celle qu'il mérite.

La corruption sévit partout. Quand on sait que pour gagner deux kilos de sucre, il faut une journée de travail, on comprend que pour pouvoir vivre, sans luxe aucun, les gens du peuple soient obligés de rentrer dans le jeu.

Mais si la «débrouillardise» existe au niveau du peuple, une véritable corruption règne dans les milieux dirigeants pour s'enrichir.

Dans ce pays soi-disant «socialiste», cette famille arménienne possédait deux villas somptueuses et une voiture américaine, acquises grâce au marché noir. Pourtant ils sont arrivés en France avec seulement leurs effets personnels et des matelas... C'est que pour obtenir les autorisations de sorties nécessaires, il leur a fallu «graisser la patte» à de nombreux fonctionnaires.

Quant à la police, elle a une drôle de façon d'être au service du peuple. La corruption y règne aussi. Celui qui a de l'argent n'est jamais ennuyé s'il sait le donner généreusement.

Si une manifestation a lieu, la répression est dure. De jeunes Arméniens qui s'étaient regroupés pour revendiquer une nouvelle répartition des terres, se sont trouvés encadrés, emmenés au poste et copieusement tabassés ! Une nuit, remue-ménage dans la rue : une famille entière est emmenée en Sibérie. La raison : un parent assez éloigné est accusé d'activité antisoviétique en Grèce...

Quelle ne doit pas être la dureté de la vie du peuple en Union soviétique pour que la France capitaliste apparaisse paradisiaque à ces jeunes Arméniens émigrés !

## TCHAD UN AVEU D'INGÉRENCE

Le tapage brusquement orchestré autour de «l'affaire Claustre» atteint son paroxysme : 1/4 d'heure des informations du dernier journal télévisé lui était consacré. C'est une grossière machination pour glisser très vite sur les 11 révolutionnaires espagnols condamnés à mort.

Elle a pourtant été l'occasion d'un aveu de taille de la part du gouvernement français. Alors qu'il s'évertuait jusqu'ici à prétendre qu'il n'y avait plus aucune présence militaire française au Tchad, il vient de faire part de son inquiétude des retombées possibles de l'affaire sur «les 2 000 soldats français et leurs familles et les nombreux coopérants civils qui résident au Tchad actuellement».

Voilà une mise au point intéressante sur l'ingérence française au Tchad. On comprend pourquoi le gouvernement tchadien a décidé d'interdire tout mouvement aux avions chasseurs français basés au Tchad, pourquoi il proteste contre l'ingérence de la France dans ce pays soutenu par l'OUA. Les problèmes intérieurs du Tchad concernent les seuls Tchadiens. La France n'a rien à y voir et doit retirer la totalité de ses troupes immédiatement.

## \*\*\*\*\* PORTUGAL :

### LES RÉVISIONNISTES AFFAIBLIS AU SEIN DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

Mettant fin à une crise politique aiguë ouverte par la marche au pouvoir forcée du parti cunhaliste, le 6ème gouvernement portugais depuis le coup d'Etat du 25 avril 74 est formé.

Présidé par l'amiral Pinheiro de Azevedo, il comprend 15 ministres. Melo Antunes, bien connu pour son opposition à la politique pro-soviétique poursuivie par l'ancien premier ministre Gonçalves, y retrouve son poste de ministre des Affaires étrangères. De même le vice-ministre du Travail, Tomas Rosa, qui avait démissionné de ses fonctions pour la même raison, devient ministre du Travail.

Le nouveau gouvernement comprend 4 ministres membres du PS. Deux autres membres du PPD, un seul est membre du P«C»P.

En le présentant publiquement, le premier ministre a solennellement réaffirmé l'attachement du Portugal au pluralisme politique.

Le parti révisionniste de Cunhal a donc essayé un échec avec la chute du 5ème gouvernement qui lui était tout dévoué. Mais il ne s'avoue certainement pas battu pour autant. La vigilance est toujours de rigueur.

## \*\*\*\*\*

## YUGOSLAVIE L'UNITE EST NECESSAIRE

Dans une récente intervention, le président Tito a insisté sur la nécessaire union du peuple yougoslave pour résister aux menaces et ingérences étrangères.

«La Yougoslavie se trouve dans une position particulière, a-t-il dit, et nombreux sont ceux qui bavent d'envie. Beaucoup de gens espèrent dans la coulisse que se produisent des troubles intérieurs pour pouvoir s'immiscer dans nos affaires intérieures.»

«Nous nous trouvons dans une position qui en fait une sorte de tampon. La menace provient de divers côtés contre nous. Nous devons nous unir le plus étroitement possible pour que personne à l'étranger ne puisse miner et diviser nos rangs.»

## Révélation sur la police sociale-fasciste du P«C»F



Lors du meeting à la Mutualité du MCF (m-l) de solidarité avec le peuple vietnamien, notre camarade André Druenes, subit avec trois autres camarades la violence fasciste des nervis du P«C»F.

Dans un récent reportage, Serge July, rédacteur de notre confrère «Libération» indiquait qu'avec la Chine et l'Albanie, le seul pays du monde où le qualificatif de «social-fascistes» concernant les révisionnistes bénéficiait d'un consensus populaire était le Portugal.

Sans doute est-ce l'expérience concrète des méthodes du parti de Cunhal qui a largement contribué à révéler son caractère «social-fasciste» aux yeux des masses laborieuses des villes et des campagnes du Portugal.

Mais actuellement, en France, un grand nombre de travailleurs n'ont pas encore conscience du caractère «social-fasciste» des méthodes des dirigeants du P«C»F, parce qu'ils les ignorent. Mieux, nous sommes convaincus que la majorité des adhérents de ce parti, de ses sympathisants et aussi de ses alliés socialistes et radicaux condamneraient ces méthodes s'ils en avaient la révélation probante.

Les révélations de «Libération» peuvent aider à la prise de conscience nécessaire.

Mais nous disposons d'informations également convaincantes,

appuyées par des photographies, ou susceptibles d'être appuyées par des témoignages. En voici donc quelques-unes :

— en 1966, Louis Rovini, vieux militant (d'origine ouvrière), employé dans l'organisme du P«C»F IPP (inter-presse-publicités) à Marseille, avait adhéré à la «Fédération des Cercles marxistes-léninistes». Bien que de santé fragile en sa qualité d'ancien déporté communiste au camp de concentration de Buchenwald, le P«C»F le licencia immédiatement. Peu après, un membre de la police social-fasciste du P«C»F, le nommé Toboul, réputé pour ses qualités de judoka, exerça une double pression sur lui et sur son épouse : «Abandonne les proches ou le parti si tu fais flaque, dit Toboul à Rovini, tu connais les méthodes du parti, si tu ne t'inclines pas, on te tuera!» ;

— en 1966, la police révisionniste organisa à Tours l'agression physique d'un meeting tenu par des ouvriers ralliés au marxisme-léninisme. Des kommandos munis de matraques, tombèrent à bras raccourci sur des militants, en blessant plusieurs. «L'Humanité



Un travailleur révolutionnaire blessé à l'œil par un membre du service d'ordre central du P«C»F lors de la manifestation du 26 juin 1975.

ré-nouvelles» d'alors publia la photo du visage tuméfié par les coups de Claude Combes, ouvrier de l'usine Paulstra de Château-dun, ancien membre du Comité fédéral du PCF de l'Eure-et-Loir ;

— le 5 mai 1967, 600 nervis social-fascistes dirigés par la police du P«C»F attaquèrent un meeting du Mouvement communiste français (marxiste-léniniste) pour le soutien aux patriotes vietnamiens, à la Mutualité à Paris.

Notre camarade André Druenes, ouvrier métallurgiste, fut sauvagement agressé. Il dut être hospitalisé à l'hôpital Cochin pendant plusieurs jours pour traumatisme interne crânien et traumatismes du thorax (voir photo dans la présente page) ;

— le 31 décembre 1967, à Puyricard, dans les Bouches-du-Rhône, un kommando armé du P«C»F dirigé par le nommé Nicolas Lanzada tira une dizaine de coups de feu sur des délégués au Congrès constitutif du PCMLF. Un délégué fut blessé d'une balle au pied et transporté à l'hôpital d'Aix-en-Provence ;

— en 1969, un militant ouvrier (avec qui nous avons eu depuis lors des contradictions, ce

qui ne change rien aux faits), Raymond Casas, fut attaqué en pleine nuit par un homme de main du parti révisionniste et blessé au visage de plusieurs coups de lame tranchante ;

— plus récemment, le 26 juin 1975, le service d'ordre central du P«C»F attaqua les ouvriers et militants du PCMLF venus soutenir, place de la Bastille, les grévistes de Chausson, du Parisien-libéré et des Câbles de Lyon. Un camarade fut grièvement blessé à l'œil (voir photo) et seule une opération effectuée en urgence à l'hôpital des Quinze-vingt permit de lui sauver la vue.

De tels révélations et rappels se passent de commentaires et ne constituent qu'une partie minime d'un ensemble de faits caractéristiques des méthodes social-fascistes du P«C»F. Ils méritent d'être portés à la connaissance des plus larges masses pour démasquer les campagnes de propagande hypocrites des dirigeants du P«C»F, communistes en paroles, mais fascistes dans les faits.

Il faut que l'usage du terme «social-fasciste» bénéficie aussi, en France, du consensus populaire acquis au Portugal.



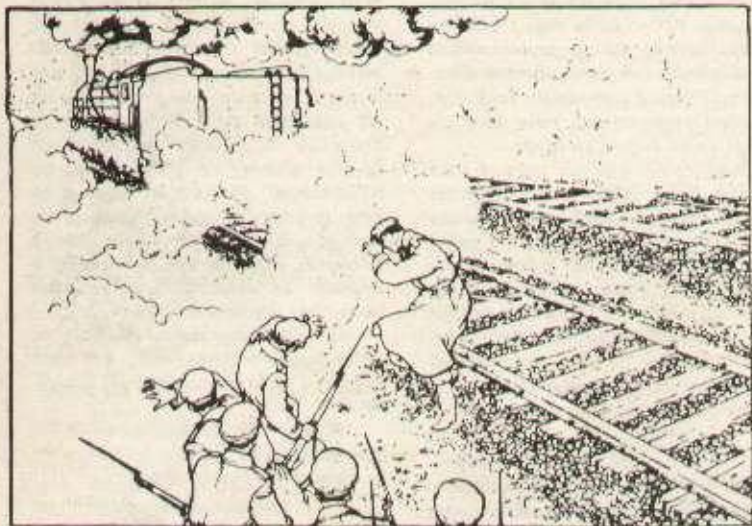
Un chef du service d'ordre central du parti social-fasciste donnant ses directives pour tenter d'empêcher le cortège du PCMLF d'avancer.



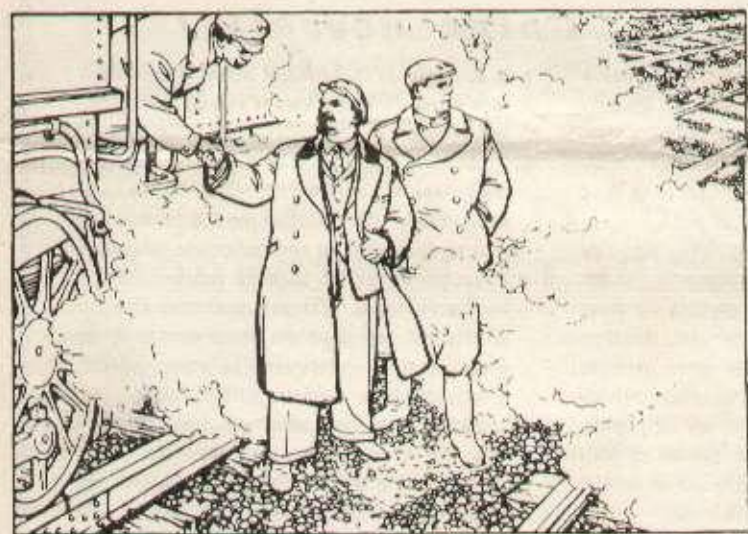
Des membres du service d'ordre central du P«C»F.



## LENINE EN OCTOBRE 1917



9) Vassili court et monte dans la locomotive. Quelques élèves-officiers sifflent et vont à la poursuite de la locomotive. Celle-ci va de plus en plus vite, tout en crachant de la vapeur et de la fumée. Elle disparaît en un clin d'œil.



10) La locomotive est dans un endroit situé loin de la gare. Lénine dit adieu au chauffeur en lui serrant la main. Il traverse la voie ferrée avec Vassili et se dirige vers Pétrograd.



11) Le Comité central du Parti bolchévique a préparé une résidence secrète pour Lénine. Vassili l'y accompagne. Au moment de se séparer, Lénine lui recommande une fois de plus de retenir ceci : «Le plus important est de parvenir à rencontrer Staline.»

Dossiers de l'écran

## En famille!

Notre tête deviendrait-elle frondeuse? On aurait pu le penser en la voyant nous convier à pénétrer les petits secrets des «grandes familles» capitalistes.

Tel était le thème du débat qui rassemblait sur un même plateau quelques représentants des monopoles: Ambroise Roux, patron du CNPF et PDG de la CGE, le banquier Venes, Serge Dassault et «l'opposition de gauche», personnifiée par Michel Rocard, valtié du PS, et Jean Fabre, membre du Comité central du P.C.F.

Et vraiment ça se passait en famille! Car pas une seule fois le capitalisme n'a été remis en cause en tant que système. Pas une seule fois il n'a été stigmatisé dans son essence d'exploitation de l'homme par l'homme. La dispute a seulement porté sur la meilleure façon de le gérer.

Face aux requins pleurnichant sur le fait que «la notion de profit est honteusement salie», les chantres de l'union de la gauche capitaliste ont entonné le couplet bien connu sur les nationalisations, remède à tous les maux des travailleurs.

N'ont-ils pas été jusqu'à rendre hommage à l'exploitation capitaliste chez Renault présentée «du fait de sa nature d'entreprise publique» comme plus humaine que chez Michelin?

Leur accord profond sur le maintien du système capitaliste s'est révélé clairement: c'est

Roux rendant hommage au dernier livre de Rocard dont certaines idées ne lui sont «pas désagréables du tout». C'est le même affirmant, sans être démenti, que le gouvernement Giscard a déjà commencé de mettre en application le «Programme commun».

Un point par contre ou ces messieurs se sont affrontés, c'est sur les avantages comparés des régimes soviétiques et français. Fabre, qui avait basé son argumentation sur le fait que la zone d'influence du social-impérialisme était épargnée par la crise capitaliste mondiale, est tombé sur un bec. Les capitalistes français connaissent leur dossier sur la question et cela a été l'occasion d'entendre quelques bonnes vérités sur le chômage, l'inflation, la restauration de la notion de profit capitaliste en URSS.

Pour finir le porte-parole du parti révisionniste a plaidé le fait que la crise capitaliste n'était pas fatale, qu'il fallait «une réforme de structure qui retire une partie de leur puissance aux féodaux de l'argent».

En faut-il plus pour affirmer que la classe ouvrière et le peuple de notre pays n'ont rien à voir avec les intérêts de la branche révisionniste de la «famille» bourgeoise?

Ce n'est pas «un peu de leur puissance» qu'ils arracheront à leurs exploités mais tout le pouvoir!

Ci-dessous un poème de «circonstance», à l'occasion de la foire de l'Humanité.

La face ruisselant de sang  
La rage au cœur d'être impuis-  
sant

Des jeunes:  
C'est sûrement dans un commis-  
sariat?

Alignés nus face aux matraques  
Courbés sous les lampes qu'on  
braque

Des hommes:  
Ratonnade?  
Ç'aurait pu être il y a quinze ans  
Temps de l'Algérie flambant  
Jusqu'à sa liberté?

Injuriés, fouillés, déshabillés, bail-  
lonnés,  
Frappés, bastonnés,  
Torturés.

C'était sans doute il y a deux ans  
Au Chili?  
(Mais bientôt un peuple géant  
Dévalera vengeur  
De tous les sommets des Andes.)

Non.  
Tout ça c'était le dimanche  
Quatorze septembre  
Mil neuf cent soixante quinze  
Au pays du parti  
«Qui n'a jamais  
Levé la main sur les libertés»

Foule innombrable des mains  
calleuses,  
Arme-toi de cette épée de vérité  
Pour terrasser  
Marchais-le-menteur!  
Un lecteur

### PEINTURE DES PAYSANS DU DISTRICT DE HOUSHIEN (CHINE)

du 20 septembre au 2 novembre  
Musée Galiera, 10 rue Pierre 1er de Serbie - Paris 16<sup>e</sup> - Mo Iéna  
Tous les jours sauf le mardi de 10 h à 17 h 45

"BOBIGNY VILLE NOUVELLE" ...

ET GESTION REVISIONNISTE

Bobigny est une grande ville de la Seine-Saint-Denis, récemment devenue préfecture du département. La municipalité, qui se prétend communiste, a décidé de refaire entièrement la ville, «pour être à la mesure de sa vocation départementale». C'est-à-dire devenir une ville où pourront s'implanter tranquillement et avec déduction d'impôt les patrons du «grand capital» si combattus en parole par Marchais et Cie !

D'ailleurs, dans les journaux du patronat ou dans le Monde, vous pouvez lire des publicités du genre : «Chefs d'entreprise, Bobigny nouvelle ville, est faite pour vous !». D'emblée, donc, Bobigny sera faite pour exploiter les travailleurs, avec clin d'œil au patronat pour qu'il ne s'y trompe pas. Ceux qu'il faut tromper, au contraire, ce sont les citoyens, car la pilule est dure à avaler :

- Des milliers d'expropriations (avec dédommagement minimum,

largement récupéré sur le prix des loyers) :

- Des centaines de familles transplantées dans des quartiers éloignés, ou obligées de partir en province ;

- Des personnes âgées obligées de quitter leur quartier, sous prétexte qu'il est devenu vétuste (d'où recrudescence des suicides dans la population âgée, noté à l'hôpital franco-musulman) ;

- Refus de reloger les familles de travailleurs immigrés (sous prétexte que «les nouvelles tours ne doivent pas être des souks»).

D'ailleurs, pour être tranquilles on fixe tout de suite le prix des loyers au plafond des HLM : comme ça, il n'y aura pas de «zones» à Bobigny, ville nouvelle (comme il faut justifier trois fois le montant du loyer par son salaire, et qu'il faut compter un habitant par pièce, un travailleur immigré avec quatre en-

fants ne peut pas se payer un quatre ou cinq pièces à 1200 F/mois : donc, pas de place pour lui dans les nouveaux HLM). Comme le dit un responsable P.C. de la ville : «On ne va pas faire le jeu du gouvernement en acceptant un grand nombre d'immigrés. Giscard compte sur les municipalités communistes pour faire du social, ça lui évite d'en faire».

Maintenant que les travaux sont pratiquement finis, la municipalité «communiste» s'abrite derrière une mairie de style «design» qui a coûté 3,5 milliards (!), au milieu d'une trentaine de tours, sans animation, sans espaces verts (pourtant promis sur les dépliants publicitaires), avec trois cinémas (porno ou karaté) dans le centre commercial, seul endroit où on peut marcher à pied.

Rien à faire d'intéressant dans cette ville nouvelle : «Boulot, dodo». Voilà comment le parti «communiste» français tente de régler

la vie des travailleurs. Mais laissons à Valbon, le maire de Bobigny et président du conseil général, le mot pour conclure (extrait du guide municipal distribué gratuitement et luxueusement illustré... de publicités) : «Que chaque habitant, chaque citoyen se sente responsable de la vie collective de la cité (quelle vie collective ?), c'est là notre souhait le plus ardent. En effet, la source d'initiatives, d'efforts et d'imagination que nous faisons, forment un précieux tissu, dont la démocratie a besoin, dont la vie démocratique dépend. Et cette démocratie pour nous n'est pas un mot creux»...

Eh bien, pour nous, M. Valbon, votre «démocratie» est un mot creux : c'est la démocratie des exploités.

Et nous, les travailleurs de Bobigny, nous n'en voulons qu'une, c'est la démocratie prolétarienne.

Une travailleuse de Bobigny

**DOCUMENT** La rivalité américano-soviétique : L'Europe méridionale connaîtrait de nouveaux bouleversements (un article de Chine nouvelle)

*L'Europe méridionale devient le théâtre d'une rivalité acharnée entre les deux puissances hégémoniques - l'Union soviétique et les États-Unis. Celle-là lance ses offensives et poursuit sa poussée tandis que ceux-ci réajustent le déploiement de leurs forces et rapiètront leurs brèches, afin de lui tenir tête. La rivalité américano-soviétique, qui crée de nouveaux bouleversements dans cette partie du monde, amène un important développement dans la situation en Europe.*

Le flanc sud - une zone en forme d'arc de cercle allant de la péninsule ibérique dans l'Atlantique jusqu'à la mer Egée en passant par la Méditerranée - est considéré du point de vue stratégique comme une partie extrêmement importante de la défense de l'Europe occidentale, mais d'une moindre résistance (on l'appelle «le ventre mou»). En effet, elle contrôle le passage stratégique entre la mer Noire, la mer Rouge et l'Atlantique ; c'est la voie la plus courte pour l'approvisionnement en pétrole en provenance du Moyen-Orient et de la région du Golfe, vers les pays de l'Europe de l'Ouest. En Europe centrale, on voit s'affronter les forces armées soviétiques et celles de l'OTAN menées par les États-Unis, l'Europe du Sud constituant les arrières stratégiques de l'OTAN. Ces dernières années, l'Union soviétique n'a cessé de lancer des offensives contre ce «ventre mou», chaque offensive inquiétant sérieusement les États-Unis et leurs alliés ouest-européens, et aiguissant leur vigilance.

Le recours simultané à la menace militaire, à la division politique et à l'attaque déclenchée de l'intérieur - telle est la stratégie adoptée par l'Union soviétique sur le flanc sud de l'Europe.

Depuis quelques années, l'Union soviétique n'a cessé d'augmenter ses forces en Méditerranée ; ses forces navales y dépassent déjà celles de la 6ème flotte US. Au cours

des grandes manœuvres navales organisées à l'échelle globale par l'URSS en avril dernier, une dizaine de bâtiments de guerre de sa flotte méditerranéenne ont pénétré dans les eaux au nord de la Sardaigne, base de seconde ligne américaine en Méditerranée, et elle a franchi le détroit de Gibraltar pour aller jusqu'au centre de l'Atlantique. Là elle a lancé des opérations simulées - interception de voies vitales de transport pétrolier vers l'Europe occidentale, encerclement de cette dernière à partir du flanc sud du continent. Pour élargir le rayon d'action de ses bâtiments, l'Union soviétique cherche à obtenir de nouvelles bases le long de la côte sud de la Méditerranée et de la péninsule ibérique.

Grâce au pacte de Varsovie, qu'elle contrôle, elle fait passer ses troupes dans le nord de la péninsule balkanique et organise de fréquentes manœuvres militaires pour faire étalage de sa force et pour exercer un chantage militaire contre certains pays des Balkans qui refusent la domination despotique soviétique. Sur la côte occidentale de la mer Noire, l'Union soviétique cherche à obtenir «un corridor militaire» menant vers les Balkans. Rapace, elle guette également l'occasion de se frayer un passage allant de l'Europe centrale à la mer Adriatique.

Parmi les pays de l'Europe méridionale, il existe des contradictions entre nations ainsi que des litiges entre pays voisins ; les uns et les autres hérités de l'histoire. C'est justement en profitant de ces contradictions que l'Union soviétique sème la discorde parmi ces pays afin de pêcher en eau trouble. Depuis le déclenchement de la crise chypriote en juillet 1974, l'Union soviétique a utilisé ce conflit pour saboter les relations entre la Turquie et la Grèce ainsi que celles qui lient ces deux pays aux USA et à l'OTAN, en espérant ainsi ouvrir une brèche sur le flanc sud de l'OTAN. Or, la Grèce et la Turquie constituent deux points clés de

la stratégie de l'OTAN qui empêchent l'Union soviétique d'avancer vers le sud de la Méditerranée.

Sous l'effet de la crise économique qui sévit dans le monde capitaliste, la situation économique de certains pays d'Europe du Sud se détériore, les contradictions de classes s'exacerbent, et les sociétés connaissent des bouleversements. L'Union soviétique cherche à affaiblir ces pays de l'intérieur et à les placer petit à petit dans sa propre sphère d'influence en soutenant les forces pro-soviétiques et en adoptant une stratégie dite de «l'avance progressive». La presse occidentale a révélé qu'après la chute du gouvernement fasciste portugais l'année dernière, l'Union soviétique avait fourni à ses agents au Portugal une aide financière totalisant au moins 40 millions de dollars US. On a également assisté à un va-et-vient de différents fonctionnaires, de «journalistes» et autres personnages envoyés à Lisbonne par Moscou.

Dans cette rivalité, l'Union soviétique progresse pas à pas, mais les États-Unis ne font aucune concession. Sur le plan militaire, ceux-ci prennent des mesures pour réadapter et renforcer leurs bases militaires en Méditerranée, et ils organisent aussi avec les pays d'Europe de l'Ouest des manœuvres militaires - navales et aériennes - d'envergures diverses, qui vont de la Méditerranée à l'océan Atlantique. Ils cherchent également à replâtrer la brèche faite sur le flanc sud de l'OTAN et s'activent à exercer une influence sur les pays de l'Europe du Sud pour s'opposer aux pressions de l'Union soviétique et à sa tactique dite de «l'avance progressive».

A présent, la rivalité des deux superpuissances - l'Union soviétique et les États-Unis - sur le flanc sud de l'Europe continue de s'intensifier, de sorte que la situation dans cette région pourrait connaître de nouveaux bouleversements.



## POUR SAUVER LES 11 MILITANTS ESPAGNOLS...

Encore des initiatives pour sauver les 11 militants du FRAP et de l'ETA.

L'une vient d'une cité de la banlieue de Bordeaux. Voilà ce que nous en dit un correspondant de là-bas :

«Une petite équipe a rédigé une pétition exigeant la grâce des 11 le samedi après-midi et a réalisé un porte-à-porte le dimanche.

«Sur environ 120 foyers visités près de 110 ont signé et ont exprimé leur indignation devant le système franquiste, leur haine de ce fascisme.

«Deux individus seulement ont nettement refusé tout soutien aux 11.

«Cette action issue du peuple illustre l'esprit de solidarité prolétarienne des masses et leur profond antifascisme. Elle est aussi une riposte des masses à la trahison révisionniste dans le soutien au peuple d'Espagne en lutte.»

## AFFICHEZ L'H.R.



### Les lecteurs ont la parole

A propos des publicités : elles sont appréciées presque unanimement. Mais nos lecteurs demandent que le sujet des livres ou revues proposés soit brièvement abordé. Comme première application : chaque semaine, nous donnerons le sommaire de Pékin-Information avec quelques indications et commentaires.

\*\*\*\*\*

Les publicités actuelles sont utiles bien sûr mais il vaudrait peut-être mieux fournir des bibliographies à la fin de chaque article un peu « théorique ». Ça permettrait de regrouper les différents livres à lire par thèmes et aiderait à la formation des lecteurs.

(Employée de bureau, 21 ans, lit le journal depuis janvier 74).

\*\*\*\*\*

Les publicités sont utiles mais ne répétez pas trop souvent les mêmes.

(Un groupe de lecteurs du 11<sup>e</sup> et du 2<sup>e</sup> arrondissement).

\*\*\*\*\*

Concernant la publicité. Je crois qu'il serait bon d'accompagner ces notes de lectures de commentaires ou de résumés, ou d'extraits ou simplement de la table des matières, ou d'une partie de celle-ci.

(Dessinateur de câbles téléphoniques de 20 ans aux PTT).



## ABONNEZ-VOUS AUX PERIODIQUES CHINOIS

La lecture, l'étude des périodiques chinois sont tout à fait indispensables.

Pour connaître et faire connaître l'édification du socialisme en Chine, pour connaître et faire connaître les positions chinoises sur les grandes questions internationales, pour développer le courant d'amitié noué entre les peuples chinois et français, il faut lire et diffuser largement les périodiques chinois.

Aux militants marxistes-léninistes, ils sont aussi des outils précieux pour propager les idées du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung, faire connaître l'expérience du Parti communiste chinois et pour approfondir leur propre étude.

Aussi l'initiative des Éditions du Centenaire de faire une campagne d'abonnement aux périodiques chinois est-elle tout à fait positive et urgente.

A chacun d'entre nous de s'y associer. Comment ?

En s'abonnant soi-même tout d'abord.

En envoyant aux Éditions du Centenaire (E-100) l'adresse de personnes, les plus diverses, susceptibles d'être intéressés à un titre ou à un autre par les périodiques chinois. Des spécimens leur seront envoyés qui les inciteront à l'abonnement.

Les possibilités sont immenses : on peut abonner des syn-

dicats, des bibliothèques, des foyers, des centres culturels, des associations. Des librairies peuvent être contactées.

Pour soutenir cette campagne, les Éditions du Centenaire proposent le matériel suivant :

- une affiche (trois couleurs 60 x 80) ;
- un tract couleur ;
- un grand nombre de spécimens.

Lecteurs, amis, camarades, associez-vous à cette campagne et contactez :

E-100  
DISTRIBUTEUR DE GUOZI SHUDIAN  
24 RUE PHILIPPE DE GIRARD - 75010 PARIS  
Tél. 202-87-05

POUR UN AN :  
PÉKIN INFORMATION - hebdo. - 21,00 F  
LA CHINE EN CONSTRUCTION - mensuel - 14,00 F

### DEMANDE DE CONTACT

Dans le but de diffuser plus largement «L'Humanité rouge» quotidienne pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

NOM ..... PRENOM .....

AGE ..... PROFESSION .....

ADRESSE .....

SIGNATURE .....

### BULLETIN D'ABONNEMENT

(ECRIRE EN MAJUSCULES LA TOTALITE DU BULLETIN)

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

	Pli ouvert		Pli fermé
1 mois	<input type="checkbox"/> 32 F		<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	<input type="checkbox"/> 95 F		<input type="checkbox"/> 180 F
6 mois	<input type="checkbox"/> 190 F		<input type="checkbox"/> 360 F
Soutien	<input type="checkbox"/> 300 F		<input type="checkbox"/> 500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 - La Source

## Le P«C»F et le contrôle de la police

Selon certaines informations, Jean Chaunac le secrétaire général du Syndicat autonome de la police, qui regroupe 80% de la police en tenue, en remplacement de Monate, est membre de la Fédération de Paris du P«C»F. L'infiltration du P«C»F dans les points-clés de l'appareil d'Etat des syndicats et de la presse correspond bien à la ligne bourgeoise de ce parti dont les dirigeants veulent se couler dans les fauteuils de la grande bourgeoisie. Notons que cela correspond également aux recommandations faites par Ponomarev au nom du social-impérialisme russe.

## SOARES A L'ELYSEE

Giscard d'Estaing a reçu hier le chef du Parti socialiste portugais, Soares. Une visite dont la portée politique est d'importance. Elle signifie d'abord que le Portugal, après la formation du nouveau gouvernement à dominante socialiste, s'engage dans la voie du resserrement de ses liens avec l'Europe pour se dégager du contrôle des deux superpuissances. A sa sortie de l'Élysée, Soares devait affirmer : « Nous avons besoin de l'appui et de la compréhension de l'Europe... la position de la France est décisive en la matière ».

Enfin, cette visite n'est pas sans répercussions sur la situation intérieure française. C'est en sa qualité de socialiste que Soares est reçu, au moment même où Giscard d'Estaing veut attirer vers lui Mitterrand. Giscard d'Estaing veut ainsi démontrer sa volonté de coopération avec la sociale-démocratie et aiguïser les contradictions entre le PS et le P«C»F.

Il n'est nullement étonnant que « L'Humanité » attaque violemment cette visite nuisible de A à Z aux intérêts des révisionnistes français et soviétiques.

Angola :

## Kissinger lance un avertissement à l'URSS...

Le secrétaire d'Etat américain, Kissinger, a fait un discours devant les représentants des États africains à l'ONU pour mettre en garde les « puissances extérieures » à l'Afrique qui tentent de s'ingérer actuellement dans la crise angolaise. En fait, les impérialistes américains ne sont pas contents de voir leurs rivaux soviétiques s'activer en Angola. Ceux-ci sont à l'origine de la guerre civile entre les différentes organisations de libération nationale. En même temps l'administration américaine s'inquiète du sentiment violemment anti-impérialiste et du courant d'unité qui se développe dans toute l'Afrique.

## et Moscou livre des armes à Amin Dada

Le social-impérialisme russe qui utilise ses fournitures d'armes comme un moyen d'infiltration et de contrôle dans de nombreuses régions du monde vient d'intensifier ses livraisons d'armes à l'Ouganda. Six Mig 21 viennent d'être en effet livrés au régime d'Idi Amin Dada. Le surarmement soviétique en Ouganda inquiète les voisins de ce pays qui craignent que l'URSS ne dresse les uns contre les autres les pays de la région afin de s'implanter à la faveur de conflits.

## Merci M. Krivine!

« Le Monde » du 23 septembre rendait compte de la manifestation de samedi après-midi à Paris contre la répression fasciste en Espagne. Mais avec une inexactitude d'importance : Le quotidien indiquait qu'aux côtés du FRAP se seraient trouvés « divers mouvements d'extrême-gauche, notamment la Ligue communiste révolutionnaire ».

Le responsable No 1 de la ligue trotskyste, M. Krivine, rétablit fort opportunément la vérité dans l'édition du « Monde » du 24 septembre, il prie celui-ci « de préciser que la LCR ne se trouvait pas dans le cortège du FRAP ». Et comme les larbins ne le sont jamais à demi, M. Krivine insiste lourdement : ses amis et lui ont « défilé jusqu'au bout avec l'ensemble des organisations ayant appelé à la manifestation ».

M. Krivine et ses amis n'ont rien à voir avec le FRAP, auquel appartiennent 8 des 11 antifascistes condamnés par Franco.

## LA LIBERTE POUR UN TUEUR D'ALGERIEN

Un sergent de la base aérienne de Dijon qui avait l'hiver dernier assassiné Sadek Hayachi, un jeune Algérien, vient d'être remis en liberté : il a été condamné à deux ans avec sursis. Comme la plupart des racistes il a plaidé l'« accident ». La justice bourgeoise l'a bien entendu béni. Ainsi toutes les déclarations faites par Giscard d'Estaing et Poniatsowski sur la protection des immigrés sont elles hypocrites. Les crimes racistes ne sont pas le fait d'éléments isolés : ils sont commis pour certains d'entre eux par la police, ici par un militaire, et encouragés par la justice.

Armée, police, justice : les trois piliers de l'Etat bourgeois que dirige le gouvernement.

M. Krivine n'a rien à voir avec les marxistes-léninistes et les antifascistes qui ont manifesté samedi aux côtés du FRAP.

M. Krivine veut rester « jusqu'au bout » avec les crapules révisionnistes Marchais-Leroy. M. Krivine ne veut voir ni les changements d'itinéraire en cours de manifestation destinés à isoler les révolutionnaires, les antifascistes authentiques, ni le service d'ordre du P«C»F chargé de l'exécution musclée de cette mission. M. Krivine suit le parti révisionniste les yeux fermés. M. Krivine est frappé de myopie trotskyste.

Pour ces aveux, et pour une fois, merci M. Krivine.

## UNE FOIS DE PLUS MARCHAIS INSULTE LE FRAP

A la Mutualité, mercredi soir, Marchais a de nouveau eu recours à l'insulte envers le FRAP: il a en effet déclaré à propos de la manifestation de samedi dernier que le FRAP « sert davantage la cause de la réaction en France et en Espagne que celle des jeunes condamnés ». Mais qui sert la réaction ? N'est-ce pas ceux-là mêmes qui, parce que le FRAP était en tête de la manifestation, n'ont pas hésité à la diviser ? N'est-ce pas ceux qui, comme Franco, qualifient les membres du FRAP de « terroristes » ? En vérité, si Marchais a dû revenir sur la question c'est parce que de nombreuses personnes, y compris des militants du P«C»F, sont révoltées par ses calomnies.

## Sartre censuré

Marcel Juillien PDG de Antenne 2 avait prévu la réalisation et la diffusion d'une émission avec Jean-Paul Sartre. Cette émission, « l'histoire de France de 1900 à 1975 racontée par Sartre » devait être diffusée en dix séries. Sartre avait accepté de commenter cette tranche d'histoire à la condi-

tion qu'on lui assurait une liberté complète de s'exprimer. L'accord avait été conclu mais Antenne 2 a censuré l'émission. Sartre a décidé d'en refuser la diffusion. Il donnera ce jeudi 25 septembre à Paris une conférence de presse sur le thème : « Le libéralisme à la télévision ».

## DU PORNÔ EN OR

Nous avons hier souligné les objectifs idéologiques recherchés par la bourgeoisie dans la prolifération de la pornographie qu'elle appelle « érotisme » (les esthètes) ou « porno » (la production de série). Il est un autre aspect de ce phénomène qu'il faut révéler. La pornographie est une grande opération commerciale. Dans l'industrie cinématographique elle représente d'ores et déjà 25 % des recettes du premier semestre 1974, soit le double du premier semestre 1974. A terme c'est la majorité de la production française qui devra se reconverter si les choses continuent à ce train.

Et pourquoi ne continueraient-elles pas ainsi ? Pour la

bourgeoisie l'argent n'a pas d'odeur. C'est bien l'avis du gouvernement qui a décidé au dernier Conseil des ministres que l'Etat ne serait pas de reste dans l'opération : les films interdits aux moins de 18 ans seront taxés à 33,33 % au lieu de 17,60 %. Autrement dit la récolte sera bonne : c'est 100 millions de francs qui iront dans les caisses du trésor.

Le cynisme du ministre des Finances c'est d'oser prétendre qu'il s'agit là d'une mesure propice à la réduction de la production pornographique. Alors que tout au contraire c'est une garantie et un encouragement officiels.

République fédérale allemande :

## Pas de droit au logement pour les révolutionnaires

En République fédérale allemande, à Darmstadt, la Fondation municipale qui gère les immeubles vient de rédiger un contrat de location dont une des clauses prévoit que « Le propriétaire a le droit de mettre fin au contrat de location sans préavis ni indemnité au cas où il existerait des indices que le locataire quitte le terrain de la loi fondamentale de la République fédérale — notamment de l'ordre démocratique libéral — par la parole, l'écrit ou le geste, et nuit ainsi au bon renom du propriétaire ».

Comme on le voit, les émules d'Hitler n'ont pas disparu.